



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2023101-0001

Arrêté préfectoral complémentaire visant à encadrer les demandes de positionnement sur les impacts de la pollution des sols et des eaux souterraines de la société COVED à LA CHAPELLE-SAINT-LUC

—
La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles ;

VU le code de l'environnement, les livres V des parties législative et réglementaire et notamment l'article L. 512-20 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348A du 2 février 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023034-0001 du 3 février 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués ;

VU le rapport de base phase 2, n° A106820/B de mars 2021 ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 2 septembre 2022 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à la préfète et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire ;

CONSIDÉRANT que le rapport de base phase 2 fait état d'une pollution du sol et des eaux souterraines, pouvant porter préjudice aux intérêts défendus au L. 511-1 de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que malgré ces pollutions, l'exploitant de la société COVED n'a pas proposé de mesures de gestion et n'a pas décrit l'impact de ces pollutions sur l'environnement immédiat du site ;

CONSIDÉRANT qu'il est, par conséquent, nécessaire de caractériser les potentiels effets de cette pollution sur l'environnement et, le cas échéant, de prévoir un plan de gestion et les travaux pour diminuer les effets de celle-ci ;

CONSIDÉRANT que la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 permet de répondre à cette problématique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Titre I : Gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

Article 1 : Domaine d'application

La société COVED est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son installation de tri, transit regroupement de déchets non dangereux, et de transit de déchets dangereux située 3 rue des Prés Lyon à La Chapelle-Saint-Luc.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux zones identifiées comme polluées dans le rapport de base phase 2 susmentionné.

Article 2 : Schéma conceptuel

Sous un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un schéma conceptuel, au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire comportant a minima :

- une identification des enjeux à protéger, (cours d'eau, nappe...);
- un recueil des données existantes (études historiques et documentaire, analyses de données sur site...);
- une caractérisation des milieux et des pollutions (caractéristiques du sol, de la nappe, etc., caractéristiques et comportements des polluants);
- un programme d'investigations adapté (recherches de fuites potentielles, analyses des eaux souterraines, etc.) afin de caractériser et quantifier les polluants.

Article 3 : Plan de gestion

Sous un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à la préfète et à l'inspection des installations classées un plan de gestion, au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire en comportant a minima :

- un volet relatif à la localisation, la quantification et la caractérisation des pollutions ;
- un volet relatif à la définition des objectifs de traitement de la pollution ;
- un volet relatif au plan de gestion (gestion des pollutions concentrées et non concentrées) incluant un bilan « coûts-avantages » ;
- un volet relatif à la surveillance environnementale, en proposant le cas échéant la pose de nouveaux piézomètres.

Article 4 : Réalisation des travaux

Sous un délai maximal de trois mois après analyse du plan de gestion par l'inspection des installations classées, l'exploitant établit, au besoin, en fonction des conclusions du rapport transmis précédemment, un plan de conception des travaux, ainsi que la réalisation des travaux, au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée.

TITRE II : Publicité et exécution

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société COVED.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **11 AVR. 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.